

# L'ADQ empêtrée dans le rapport Allaire

« Être autonomiste, ça veut dire poser des gestes sans demander la permission à personne. C'est maximiser la relation bilatérale entre le Québec et le Canada, d'égal à égal. »

— *Mario Dumont*

L'ADQ est née des cendres de l'écrasement de Robert Bourassa à la conférence de Charlottetown le 28 août 1992. En signant l'entente de Charlottetown, Robert Bourassa allait à l'encontre du rapport Allaire dont les recommandations étaient au programme du Parti Libéral du Québec (PLQ). Le Rapport Allaire exigeait le transfert de 22 pouvoirs du gouvernement fédéral vers celui de l'Assemblée Nationale. Le Québec devenait ainsi un partenaire égal au Canada lui-même et non plus une province. C'était le rêve de l'indépendance à l'intérieur du Canada. Robert Bourassa avait compris qu'un tel scénario était impossible. Les législatures des autres provinces n'accepteraient jamais que le Québec fasse des gains particuliers. Ouvrir ainsi la porte à une décentralisation des pouvoirs aurait signifié l'affaiblissement d'Ottawa et, éventuellement, sa chute.

À l'ADQ, l'on croit encore qu'il est possible pour le Québec de mener des relations d'égal à égal avec le Canada. Or, pour être égal au Canada, il faudrait avoir le même statut, être équivalent, de même nature. Le Québec est une province du Canada qui lui est un pays. Une province et un pays, ce n'est pas pareil, ni équivalent, ni de même nature. Par définition, une province est inféodée au pouvoir d'un autre État. Pour que ce rapport change, il faut nécessairement que la province cesse d'être une province et qu'elle devienne un pays. En d'autres mots, pour que le Québec ait une relation égalitaire avec le Canada, il faudra qu'il devienne un pays. L'indépendance du Québec à l'intérieur du Canada, ça ne se peut pas, même si on la nomme autonomie. C'était vrai dans les années 90, c'est encore vrai aujourd'hui. Quand Stephen Harper a soumis la motion de reconnaissance de la Nation québécoise et qu'elle a été adoptée par la chambre des Communes, l'on a entendu crier depuis Calgary. Le Québec ne fera jamais de gains significatifs à l'intérieur du Canada sans que les autres provinces en réclament autant. C'est une menace directe au Pouvoir, avec un grand P, du gouvernement central. C'est une menace que jamais Ottawa ne laissera se concrétiser.

Mario Dumont doit enlever son costume de Peter Pan et quitter le pays imaginaire. Le pays dont il rêve n'existe pas. Le Canada a ses propres intérêts qui ne sont pas ceux du Québec. Mario Dumont semble sincère, il semble vouloir améliorer la vie des Québécois. Mario Dumont propose l'action gouvernementale, des Actes d'État, et c'est bien. Cependant, Mario Dumont se trompe de pays. Si vraiment Mario Dumont veut défendre les intérêts des Québécois, il devra d'abord cesser de se placer entre deux chaises à toujours tenter de plaire au plus grand nombre, opportuniste qu'il est.

Si Mario Dumont veut vraiment rendre le Québec plus autonome et rendre l'État québécois plus fort, il devra être moins naïf. Ce que Mario Dumont espère pour le Québec, il ne pourra jamais le faire avec l'assentiment du Canada. Aussi bien l'admettre dès maintenant. Mario Dumont est en politique depuis trop longtemps pour penser réussir ce qu'il propose. Soit il cache ses véritables intentions, soit il ment... ou encore, vraiment, il ne comprend rien à rien. Qui sait?

Félix Pinel  
Organisation  
Mouvement pour une élection sur la souveraineté